

CE MONDE QUI BOUGE

Syrie : Israël souhaite
une victoire des « rebelles »

Par Hassane Zerrouky



« Nous avons toujours préféré les méchants qui ne sont pas soutenus par l'Iran aux méchants qui sont soutenus par l'Iran », a déclaré Michael Oren, ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis dans un entretien au *Jerusalem Post* de mardi, précisant qu'il s'agissait de la position du gouvernement avant le début du soulèvement en Syrie, en mars 2011, et qu'elle n'a pas changé depuis. « Le plus grand danger pour Israël, c'est l'arc stratégique qui s'étend de Téhéran à Damas et Beyrouth. Et nous pensons qu'Assad est la pièce centrale de cet arc », a-t-il précisé. Les propos de ce monsieur sont on ne peut plus clairs : Israël veut la victoire des djihadistes et le diplomate en fournit la raison : casser l'axe Téhéran, Damas, Beyrouth. Il y a indéniablement une dimension géopolitique que Washington et ses alliés, notamment Paris, cherchent à masquer derrière des considérations humanitaires et droits-de-l'homme !

Cet Occident arrogant n'est intéressé que par la chute du régime de Bachar. Il faut lire ce qu'a déclaré le président français François Hollande, interrogé dimanche sur le plateau de TF1 par Claire Chazal. « Il faut être sûr, a-t-il expliqué, que ceux qui se chargeront de la transition politique (en Syrie) soient des démocrates » ! Voilà un chef d'Etat, cherchant à tout prix une confrontation avec la Syrie, qui n'est même pas sûr que l'intervention occidentale qu'il souhaite profite aux « démocrates » et pas aux djihadistes ! C'est tout de même incroyable !

En vérité, tout comme ils l'étaient en Libye, les Français sont informés que les djihadistes du Front al Nosra et leurs alliés d'Ahrar Cham, de l'Etat islamique d'Irak et du Levant et autres groupes comme Liwa al-Islam ou Katibate al-Farouk, voire du Front islamique syrien (FIS) sont armés et encadrés par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar mais entraînés et encadrés également en Jordanie et sur le territoire turc par les services occidentaux et qu'ils sont majoritaires militairement sur le terrain. Et que l'Armée syrienne libre (ASL) n'est pas en position de force.

A propos de cette cohabitation entre ces groupes islamistes et l'ASL, Bassma Kodmani, ex-porte-parole du Conseil national syrien (CNS), assurait le 4 octobre 2011 au *Figaro* que « les Frères musulmans syriens n'ont aucun problème à accepter la diversité de la société » et qu'« il ne faut pas exagérer leur influence. Ils ne sont pas très présents sur le terrain. Il y a d'autres partis islamistes modérés, qui ont aussi rejoint le Conseil ».

Et d'ajouter : « Il est vrai que les défections de militaires se multiplient, et que les soldats partent avec leurs armes » et que « le Conseil national syrien refuse toute intervention militaire. Je souhaite que le régime soit asphyxié par d'autres moyens, financiers, diplomatiques. » Deux ans plus tard, le 10 septembre 2013, sur la radio France Inter, elle tient un discours différent, guerrier dans le ton et la forme. « Si l'on veut influencer la situation en Syrie, ce n'est pas par un jeu politique (...) c'est par la bataille militaire qu'il faut intervenir, il faut permettre à ces groupes (elle parle des groupes non islamistes) d'intervenir » pour, assure-t-elle, « faire pièce aux islamistes » sur le terrain et modifier le rapport de force !

Dès lors, pourquoi avoir accepté dès le départ une alliance avec les islamistes contre le régime de Bachar ? Pourquoi avoir clamé partout que les « barbus » ne représentaient qu'à peine 10% des effectifs combattants ?

Selon le rapport de l'institut de défense britannique IHS Jane's publié lundi par le *Daily Telegraph*, plus de 50% des insurgés syriens appartiennent à la mouvance islamiste. L'insurrection syrienne, note pudiquement IHS Jane's, est dominée par « des groupes ayant au moins un point de vue islamiste sur le conflit ». Aujourd'hui, Bassma Kodmani et ses amis se plaignent et croient qu'une intervention militaire occidentale va modifier le rapport de force sur le terrain en faveur des démocrates ! La belle blague !

Pour conclure, il y a manifestement une convergence de vue entre Israël, les Etats-Unis et la France, les islamistes et cette opposition syrienne dite laïque représentée par Bassma Kodmani : une intervention militaire occidentale en Syrie, alors que l'urgence réside dans une solution politique seule à même d'ouvrir la voie à la paix et la démocratie. L'intervention militaire ? On en voit les résultats désastreux en Irak et en Libye.

H. Z.

MOKRI ET LA PROBABLE PROLONGATION
DU MANDAT PRÉSIDENTIEL :

« Un acte absurde et folklorique »

La prolongation de l'actuel mandat présidentiel d'une période de deux ans que concrétiserait la prochaine révision constitutionnelle est perçue par le président du MSP comme « absurde et folklorique ».

M. Kebci - Alger

(Le Soir) - « Je ne peux même pas imaginer un instant ce qui est rapporté ces jours-ci à ce propos et si jamais cela se confirme, ce sera vraiment absurde et folklorique », affirmait, hier, Abderrezzak Mokri qui présentait, dans une rencontre avec la presse, l'initiative du mouvement portant « charte de la réforme politique ». Il estimera que les derniers changements opérés au sein de l'institution militaire et du gouvernement sont des opérations qui ne « concernent que le sérail soucieux de sa propre pérennité » et de ce fait, ne font que « refermer davantage le jeu politique en prévision notamment de la présidentielle d'avril prochain ». Une sombre perspective qui ne décourage pas pour autant le mouvement qui a initié le pacte de la réforme politique dont il a présenté à l'occasion la quintessence. Une sorte de feuille de route à propos de laquelle la direction du mouvement a engagé depuis des semaines une large concertation qui a concerné tous les partis, qu'ils soient de l'opposition ou du pouvoir, des personnalités nationales, les candi-

dates déclarés à la présidentielle prochaine mais aussi les institutions de l'Etat. La dernière de ces entrevues a concerné, avant-hier, des membres de la direction historique de l'ex-FIS, relevait Mokri qui insistait sur la finalité de cette charte qui consiste à s'entendre sur une candidature unique à la prochaine présidentielle. Un candidat qui, s'il venait à avoir les faveurs des électeurs, s'engagerait à honorer les termes de ce pacte. Dont l'éloignement effectif de l'armée de l'action politique, la promotion de l'activité partisane, faire de l'élection présidentielle l'occasion réelle d'ouverture politique et le changement démocratique, sécuriser la situation politique post-élections présidentielles à même d'assurer la stabilité et le développement du pays,...

Ladite charte consacrerait aussi le régime parlementaire ou semi-présidentiel avec des prérogatives larges au chef du gouvernement issu de la majorité parlementaire, la régularité des élections avec la non-ingérence des institutions de l'Etat, le refus du vote collectif des corps de sécurité, la liber-



Photo : Samir Sid

Une sombre perspective qui ne décourage pas le parti de Mokri.

té de la presse, un gouvernement d'union nationale qui aura pour mission de proposer une nouvelle mouture pour la Constitution à proposer au peuple dans un référendum qui interviendra six mois après l'élection présidentielle.

Cette feuille de route prévoit également des élections législatives et locales anticipées respectivement dans les six mois et douze mois qui suivront la révision constitutionnelle. Mokri, pour qui le cafouillage qui caractérise la communication officielle porte un véritable coup à la crédibilité des institutions du pays, évoquait la poursuite des consulta-

tions mais dans un cadre beaucoup plus restreint comme recommandé par le conseil consultatif du mouvement qui s'est réuni le week-end dernier. Soit avec les partenaires qui auraient fait montre de disponibilité à aller au bout de l'initiative, les autres, Benflis qui n'aurait pas, selon lui, donné de signes d'approbation jusqu'ici, lui qui compte sur d'autres soutiens, notamment au sein même du FLN, ou encore le FLN et compères de la nouvelle alliance présidentielle en gestation qui ont clairement affiché leur soutien inconditionnel au président de la République.

M. K.

PRÉSIDENTIELLES DE 2014

Le FNA présentera un candidat

Annonçant sa candidature pour les élections présidentielles, Moussa Touati, président du FNA, a assuré hier lors d'une conférence de presse que son parti prépare une action qui sera bientôt rendue publique « en vue d'exprimer son désir de donner au peuple le droit d'exprimer sa volonté ».

F.-Zohra B. - Alger

(Le Soir) - Pour Moussa Touati qui intervenait hier, lors d'une conférence de presse organisée au siège de son parti, l'Algérie est « actuellement réservée à une minorité à la légitimité contestable ».

Selon le président du FNA, « les Constitutions n'ont pas été respectées au cours des dernières années, de même que la volonté du peuple ».



Photo : Samir Sid

Touati dénonce le non-respect de la volonté du peuple.

Moussa Touati dira aussi que « l'Algérie revient au point de départ depuis les dernières affaires de corruption dans lesquelles est impliqué Chakib Khelil, après l'affaire Khalifa ». Il

dira aussi être convaincu que la France continue d'intervenir dans les affaires internes de l'Algérie et « dicte leur conduite aux dirigeants ». Moussa Touati s'interroge-

ra sur « l'efficacité des Assemblées élues et sur la possibilité du peuple de décider pour son propre destin », notant que l'Algérie est « gérée par un pouvoir occulte ». Selon lui toujours, « tous les grands projets programmés sont utopiques ».

Abordant la question de la Constitution, il a souligné le fait qu'elle ne peut être élaborée sans consultation du peuple.

« Nous restons mobilisés pour rendre son pouvoir au peuple, que nous nous engagerons à défendre ».

S'agissant d'éventuelles alliances avec d'autres partis politiques, Moussa Touati dira « qu'elles se feront dans l'intérêt du citoyen pour éviter les dépassements et non pas pour occuper des postes ».

F.-Z. B.